

LES 5 MINUTES DE NORD-SUD

Bulletin d'informations bimestriel

NUMÉRO 2

SEPTEMBRE 2015

Editorial

Tous les jours, les médias nous parlent de drames de réfugiés, des gens en quête d'un avenir meilleur. Dans notre monde globalisé, nous vous livrons cette phrase, reçue ce jour : "On sera riche ensemble ou on va se noyer tous ensemble"...

Nord-Sud

Avec la rentrée, le projet de collaboration avec la faculté de Médecine de Famille de Conakry va pouvoir commencer. Les deux premiers médecins Guinéens vont venir pour un mois de stage d'observation en Maisons Médicales. Nous sommes par ailleurs, toujours en recherche d'autres équipes ouvertes à l'expérience.

Le **mercredi 23 septembre**, le dr Sow viendra à l'IGL nous parler de sa thèse en Santé Publique. Celle-ci se base sur une série d'observations faites au sein des centres de santé de son association Fraternité Médicale Guinée. Sa particularité vient de la formation progressive du personnel à la prise en charge des patients souffrants de maladies mentales. Pour ces patients, jusque là délaissés et pour leur entourage, le changement de vie a été radical. L'autre fait admirable, vient de l'amélioration en parallèle de la qualité de l'accueil pour tous les autres patients. Cette étude pourrait bien alimenter quelques réflexions au sein de nos propres pratiques.

Au Nord et au Sud

Le Sida dans le monde

Le nombre de nouvelles infections annuelles par VIH dans le monde est passé de 23.100.000 en 2000 à 2.000.000 en 2014, soit une réduction de 35% selon un rapport récent de UNAIDS.

Au Nord et au Sud

Le TTIP : pour plus de croissance... Mais à quel prix ?

(Un article de Thomas Ferdin, bénévole à SOS faim)

Du poulet lavé au chlore ou un boeuf aux hormones bientôt dans nos assiettes? C'est ce qui pourrait arriver avec le TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership). Depuis juin 2013, des négociations sont en cours entre les États-Unis et l'Europe en vue d'aboutir à un accord économique. Cela concerne la plus importante zone de libre-échange commerciale jamais établie.

Un traité qui ne laisse personne indifférent

Pour ses défenseurs, il va doper la croissance, créer de l'emploi et augmenter les salaires. Pour ses détracteurs, des emplois seront mis en danger et les bénéfices de l'accord ne profiteront pas aux citoyens mais aux grands groupes privés.

La société civile sous-représentée dans les débats

La société civile se mobilise contre sa mise en application et critique le processus de négociations qui la marginalise. Depuis le début des négociations, 119 réunions ont été organisées avec le secteur industriel contre une dizaine seulement avec les syndicats et ONG.

LES 5 MINUTES DE NORD-SUD

Bulletin d'informations bimestriel

NUMÉRO 2

SEPTEMBRE 2015

La mission du TTIP : éliminer les obstacles réglementaires...

Dans le mandat de négociations de la Commission européenne, une directive promeut «l'élimination des obstacles réglementaires inutiles au commerce». Que faut-il entendre derrière ce terme? Il s'agit des législations et réglementations des États en matière d'emploi, de protection sociale, d'environnement, de services publics, de sécurité alimentaire, de santé publique et de nutrition, etc.

Le leitmotiv : harmoniser pour niveler par le bas

Aujourd'hui, le libre-échange est déjà de mise entre l'Europe et les États Unis, tant les droits de douane sont bas. Pourtant le TTIP veut aller plus loin. Les négociations en cours recherchent une harmonisation des réglementations entre l'Europe et les États-Unis.

Cette « harmonisation » laisse présager un nivellement par le bas des réglementations sociales, sanitaires et environnementales pour se calquer sur celles des États-Unis.

Un petit avant-goût de ce qui nous attend ?

Les États-Unis n'ont pas ratifié les conventions sur la liberté de réunion et sur le droit aux négociations collectives de l'Organisation Internationale du Travail. Au niveau des normes d'hygiène, l'Europe va beaucoup plus loin et émet des conditions plus strictes pour qualifier un produit de « consommable ».

Des « tribunaux d'arbitrage privés » pourraient être intégrés au fonctionnement du TTIP. Ceux-ci permettent à un investisseur, qui se sent lésé par une décision, d'attaquer un État pour obtenir une compensation. S'il sort perdant du litige, l'État doit s'acquitter d'une compensation, qui peut se chiffrer en plusieurs milliards, ou modifier la législation incriminée.

Et sur les plans agricole et alimentaire: quel impact ?

Des produits tels que le poulet lavé au chlore ou le boeuf aux hormones pourraient se retrouver dans nos assiettes. Même si l'Union européenne n'autorise pas leurs importations à l'heure actuelle, la mise en place de tribunaux d'arbitrage privés pourrait modifier cette législation. L'arrivée de ces produits américains meilleurs marchés affecterait fortement les producteurs européens.

Les enseignements d'un accord passé, l'ALENA

L'Accord de libre-échange Nord-américain (ALENA), co-signé par le Canada, les États-Unis et le Mexique et ratifié en 1994, poursuivait les mêmes objectifs que le TTIP: doper la croissance pour créer des emplois et augmenter les salaires. Les moyens étaient similaires : suppression de nombreuses barrières non-tarifaires et mise en place de tribunaux d'arbitrages privés. Qu'en est-il dans les faits ? Selon le D19-20 2, 680.000 emplois ont été perdus aux USA, dû aux délocalisations massives des entreprises vers le Mexique. Selon Médecine pour le Tiers Monde, le secteur agricole mexicain a été démantelé suite à son ouverture au marché Nord-Américain, trop concurrentiel, des millions d'emplois ont été supprimés. En 1994, le pays comptait 12 millions de pauvres ; en 2014 on en dénombre plus de 50 millions.

Un tribunal d'arbitrage privé a condamné la province du Québec pour avoir décrété un moratoire sur l'extraction – jugée risquée pour l'environnement – d'huile et de gaz de schiste. Le Canada se voit réclamer 250 millions d'euros par la société américaine Lone Pine Ressources Inc.